

Eclairages

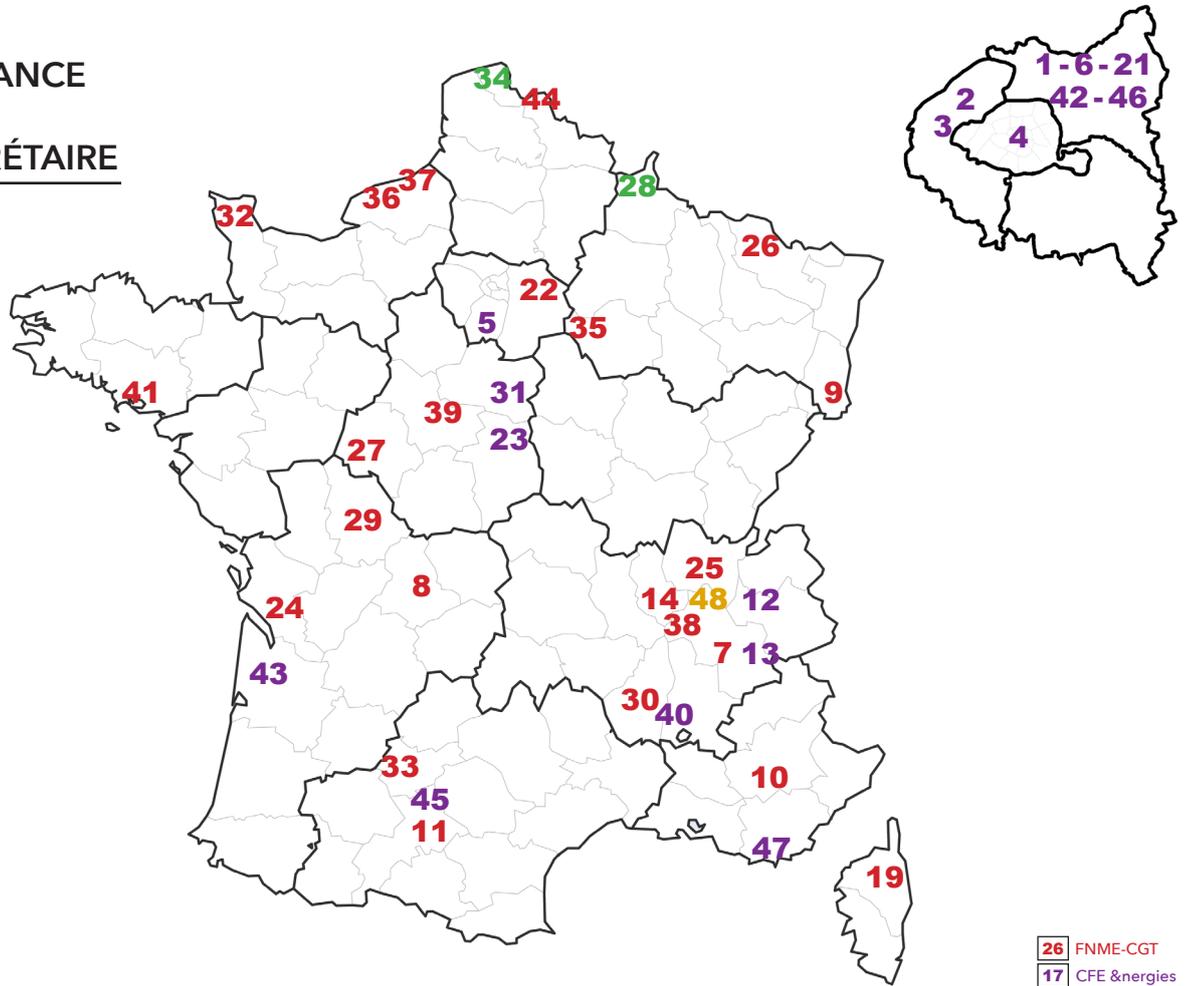
LE MAGAZINE DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE CENTRAL EDF SA

N° 11 • MARS 2024

MANDATURE 2023 - 2027

	HYDRO MEDITERRANÉE	DP2D	CNPE PALUEL					COMMISSION SSCTC	COMMISSION POLITIQUE SOCIALE CENTRALE
	DIPDE							COMMISSION ÉCONOMIE STRATÉGIE	COMMISSION PRODUCTION
HYDRO ALPES		CNPE CHOOZ	HYDRO SUD-OUEST					COMMISSION DES MOYENS	COMMISSION DIRES
CNPE BUGEY	ÎLE DE LA REUNION	CNPE SAINT ALBAN	SEI GUYANE	DTG	CNPE GOLFECH				
CORSE	MARTINIQUE	HYDRO CENTRE	CNPE PENLY	PETITE HYDRO	UP CORDEMAIS			CNPE BELLEVILLE	CNPE NOGENT
CNPE BLAYAIS	SIÈGE	CNPE GRAVELINES	UFPI	DIPNN	ARCHIPEL GUADELOUPE	UPTI		CNPE DAMPIERRE	UNIE EM DPN
ULM	CNPE SAINT LAURENT	UTO	CNPE CATTENOM	DTEO	CNPE CIVAUX	HYDRO EST		CIH FONCTIONS CENTRALES	EXPLOITATION SAINT-PIERRE ET-MIQUELON
CNPE FLAMANVILLE 1.2.3	UNITEP	CNPE CHINON	COMMERCE	CI2T	R&D	CNPE TRICASTIN	MOYENS CENTRAUX DPNT DOAAT		CNPE CRUAS

CARTE DE FRANCE DES 48 CSE ET LEUR SECRÉTAIRE



- 26 FNME-CGT
- 17 CFE &nergies
- 3 FO énergie et Mines
- 2 FCE-CFDT

CSE	NOM	PRÉNOM	SYNDICAT	ADRESSE	
1	DIPNN	MILLOIS	Benjamin	CFE Énergies	93200 SAINT-DENIS
2	DTEO	DESMET	Vincent	CFE Énergies	92000 NANTERRE
3	COMMERCE	TUCULET	Olivier	CFE Énergies	92050 PARIS LA DEFENSE CEDEX
4	SIEGE	SIX	Emmanuelle	CFE Énergies	75008 PARIS
5	R&D	CASTANET	Sophie	CFE Énergies	91120 PALAISEAU
6	MOYENS CENTRAUX DPNT DOAAT	LAGUARDIA	Dominique	CFE Énergies	93200 SAINT-DENIS
7	HYDRO ALPES	CARNOT	Cyril	FNME CGT	38950 SAINT-MARTIN-LE-VINOUX
8	HYDRO CENTRE	FOUGEROUSE	Guillaume	FNME CGT	87000 LIMOGES
9	HYDRO EST	CHARPENTIER	Philippe	FNME CGT	68100 MULHOUSE
10	HYDRO MEDITERRANÉE	GINEFFRI	Franck	FNME CGT	04220 SAINTE-TULLE
11	HYDRO SUD-OUEST	ESTIVALS	Fabien	FNME CGT	31096 TOULOUSE CEDEX
12	CIH/FONCTIONS CENTRALES	PAILLOLE	Paul	CFE Énergies	73290 LA MOTTE-SERVOLEX
13	DTG	LE FORESTIER	Thierry	CFE Énergies	38950 SAINT-MARTIN-LE-VINOUX
14	PETITE HYDRO	LAVEAU	Olivier	FNME CGT	69003 LYON
15	GUYANE	NANCY	Dimitri	FNME CGT	97306 CAYENNE CEDEX
16	ARCHIPEL GUADELOUPE	SAMSON	Jean-Marc	SEE	97164 POINTE-À-PITRE CEDEX
17	ÎLE DE LA REUNION	DALLEAU	Charles Henri	FCE CFDT	97708 SAINT-DENIS
18	MARTINIQUE	AGRICOLE	Mickaël	FNME CGT	97242 FORT-DE-FRANCE CEDEX 1
19	CORSE	FLORI	Baptiste	FNME CGT	20239 MURATO
20	EXPLOITATION SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	URDANABIA JOSSEAUME	Caroline	FO Énergie et Mines	97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
21	UNIE EM DPN	BENANE	Belynda	CFE Énergies	93200 SAINT-DENIS
22	UTO	MIATH	Elvis	FNME CGT	77144 MONTEVRAIN
23	CNPE BELLEVILLE	LEBEL	Damien	CFE Énergies	18240 LÉRÉ
24	CNPE BLAYAIS	GAZZIERO	John	FNME CGT	33820 BRAUD-ET-SAINT-LOUIS
25	CNPE BUGEY	ROSSIGNOL	Vincent	FNME CGT	01155 SAINT-VULBAS
26	CNPE CATTENOM	MOISAN	Philippe	FNME CGT	57570 CATTENOM
27	CNPE CHINON	DELAGE	Arnaud	FNME CGT	37420 AVOINE
28	CNPE CHOOZ	JEGOU	Guillaume	FO Énergie et Mines	08600 GIVET
29	CNPE CIVAUX	VILLAIN	Christophe	FNME CGT	86320 CIVAUX
30	CNPE CRUAS	VASSEUR	Pascal	FNME CGT	07350 CRUAS
31	CNPE DAMPIERRE	RAVIX	Dorian	CFE Énergies	45570 OUZOUEUR-SUR-LOIRE
32	CNPE FLAMANVILLE 1,2,3	HARDY GIRARD	Jonathan	FNME CGT	50340 LES PIEUX
33	CNPE GOLFECH	ANGLES	Olivier	FNME CGT	82400 VALENCE-D'AGEN
34	CNPE GRAVELINES	REDONDO	Franck	FO Énergie et Mines	59820 GRAVELINES
35	CNPE NOGENT	FERREIRA	Eliane	FNME CGT	10400 NOGENT-SUR-SEINE
36	CNPE PALUEL	CHEVALIER	Sylvain	FNME CGT	76450 CANY-BARVILLE
37	CNPE PENLY	CAREL	Charlotte	FNME CGT	76207 DIEPPE CEDEX
38	CNPE SAINT-ALBAN	BUTEAU	Raphael	FNME CGT	38550 SAINT-AURICE-L'EXIL
39	CNPE SAINT-LAURENT	LAVRADOR	Anthony	FNME CGT	41220 SAINT-LAURENT-NOUAN
40	CNPE TRICASTIN	BONNET	Laurent	CFE Énergies	26131 PIERRELATTE CEDEX
41	UP CORDEMAIS	DESCHAMPS	Fabien	FNME CGT	44360 CORDEMAIS
42	UPTI	VERRETOUX	Frédéric	CFE Énergies	93200 SAINT-DENIS
43	UNITEP	LOUBERE	Nathalie	CFE Énergies	33700 MÉRIGNAC
44	ULM	PLANCOT	Julien	FNME CGT	59000 LILLE
45	UFPI	CARCENAC	Gaëtan	CFE Énergies	31100 TOULOUSE
46	CI2T	JALLOT	Philippe	CFE Énergies	93200 SAINT-DENIS
47	DIPDE	IBRON	Jérôme	CFE Énergies	13009 MARSEILLE
48	DP2D	ROYER	Frédéric	FCE CFDT	69006 LYON

Les 48 CSE et leur Secrétaire _____ 2

Interview des Secrétaires du CSEC d'EDF SA _____ 4

Mandature 2023-2027

Présentation du bureau _____ 6

Les élus par collège et les représentants syndicaux _____ 7

Composition des Commissions obligatoires et facultatives _____ 8

Présentation de la DIRES _____ 9

Actualités du CSEC

Communiqué de presse _____ 10

Les salariés de Cordemais au CSEC _____ 10

Expressions des RS _____ 11

Édito



Une nouvelle mandature pour la représentation du personnel est devant nous. Les 48 CSE et le CSE Central d'EDF sont installés avec les nouvelles composantes issues des élections de vos représentants du personnel. J'ai l'honneur et la responsabilité de représenter le CSEC dans cette nouvelle mandature pour laquelle ce magazine « Eclairages » est consacré.

Une mandature que nous espérons toutes et tous moins chahutée que la précédente notamment par le contexte sanitaire, mais également les difficultés techniques dans la production, sans oublier les attaques herculéennes. Le personnel et ses représentants à leurs côtés, ont su faire face à ces difficultés et projeter l'Entreprise de service public dans une nouvelle ère.

Aujourd'hui la relance du parc du nucléaire, l'urgence d'une décision pour l'hydraulique, la décarbonation de l'industrie et des usages, les questions de retour à une souveraineté énergétique, mais également les sursauts du marché face à ses échecs, promettent également des moments intenses à venir. Cela démarre d'ores et déjà fort avec la réorganisation des activités du nucléaire et de la DIRES engagée dès janvier 2024 avec 7 CSE concernés et le CSEC, impactant une part importante du personnel d'EDF. Sur ce dossier, comme pour l'ensemble de ses travaux, le CSEC Central restera la courroie de transmission des voix progressistes dans l'intérêt supérieur des travailleurs.

Pendant ce temps, les grandes orientations énergétiques du pays sont en débat, la structure du marché est en péril et les enjeux sociétaux sont toujours plus prégnants. Poursuivons ensemble dans la défense d'une énergie publique pour tous les usagers à un tarif juste écartant les spéculateurs de ce produit de première nécessité qu'est l'électricité.

Votre CSEC Central sera de la partie, je m'y engage.

Gwénaél PLAGNE
Secrétaire du CSEC EDF SA

Comité éditorial : Gwénaél Plagne, Mathieu Vankeirsbilck, Samira Naffati, Kelly Quérin.

Une et Der : Kelly Quérin

Maquette et rédaction : Kelly Quérin

Crédits photo : ©EDF - Istock

Impression : Rivet presse édition - Limoges

Les élu-e-s du CSEC EDF SA, mandature 2023-2027

Syndicat FNME-CGT

Titulaires

ARNAUD Elvida
BELLOMO Sébastien
BENYAKHLEF Najoua
BIENSÉANT Murielle
BOUTEILLER Laura
DEMORTIÈRE Olivia
HOUACHE Nadia
KING Cléaon
PLAGNE Gwénaél
ROSSIGNOL Vincent
VANKEIRSBILCK Mathieu

Suppléants

BOUDAA Vanessa
CARNOT Cyril
CHEVALIER Sylvain
FRANÇOIS Maxence
HA VAN Sandra
KOCH Sébastien
LE BONHOMME Anthony
MERVILLE Laurent
PAYET Anthony-Charles
ROUMET Sébastien
ZEY Vincent

Représentant syndical : PLANCOT Thomas

Syndicat CFE ÉNERGIES

Titulaires

BARLET Arnaud
CABEZUDO Florence
CAPELLE Régis
GÉNIN Yannick

Suppléants

BRODIER Samuel
DESMET Vincent
FRANKOWSKI Laurent
GLADONE Fabien

GOOSSENS Emmanuel
GRANDJU Philippe
MATTON Franck
MONTORIO Charles-Anthoine
SIGISMOND Leslie
SIRLANDE Chrystel

HURBAIN Vincent
LEMESLE Xavier
PALOC Jean-marc
POINAS-CHAMOUSSET Gaëlle
SAINT LOUP Aymery
SIX Emmanuelle

Représentant syndical : DELEUZE Thierry

Syndicat FCE-CFDT

Titulaires

GUILLON Laurent
MANGIN Brice
PROUST Christine

Suppléants

BRETON Stéphane
ESTIENNE Laurent
MARION Laurence

Représentant syndical : CAMBIER Simon

Syndicat FO ÉNERGIE ET MINES

Titulaire

HANACKER Muriel

Suppléant

SAM CAW FRÈVE Richel

Représentant syndical : DUPIC Stéphane

« GUIDER LE BUREAU MAIS ÉGALEMENT ÉCLAIRER LA DÉLÉGATION VERS LE CHEMIN DE LA DÉFENSE DE L'INTÉRÊT DU PERSONNEL AVANT TOUT »

Les élections au Comité Social et Économique Central d'EDF SA ont eu lieu au mois de novembre 2023. Éclairages a été à la rencontre des deux nouveaux Secrétaires afin de connaître le cap qui sera donné aux différents membres dans cette nouvelle mandature. Le Secrétaire, Gwénaél Plagne, l'interlocuteur principal de la Direction sur les sujets relatifs au CSEC qui aura la lourde tâche de gérer les affaires courantes, d'assurer la gestion quotidienne du comité, l'établissement des procès-verbaux entre autres. Et son adjoint, Mathieu Vankeirsbilck, qui sera, selon l'accord d'entreprise, le Secrétaire de la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail Centrale. Il pourra également remplacer le Secrétaire en cas d'absence ou d'empêchement pour toutes ses fonctions au CSE Central.

► INTERVIEW

Nouvelle mandature, nouvelle équipe. Particulière par sa composition, comment appréhendez-vous votre rôle de Secrétaire du CSE Central dans cette nouvelle mandature ?



Gwénaél Plagne
Secrétaire du Comité Social et Économique Central d'EDF SA.

Après avoir sur la précédente mandature eu à installer une nouvelle Instance de représentation du personnel que le CSE Central, nous avons pour cette nouvelle mandature à se régler sur une nouvelle composition avec un bureau pluriel. Dans ce cadre, et de part mon expérience passée de Secrétaire adjoint et même de Secrétaire dans les six derniers mois de la mandature, je pense pouvoir guider le bureau mais également éclairer la délégation vers le chemin de la défense de l'intérêt du personnel avant tout.

Avec un taux de renouvellement de 58 % des membres de l'instance et une répartition différente des forces la composant, la nouvelle délégation du personnel a besoin de trouver ses nouveaux repères. Nul doute que l'intelligence collective, que le respect de chacune des parties, permettront de maintenir le CSEC au très haut niveau auquel il a réussi à se hisser durant la première mandature.

Là-dedans, le Secrétaire est là pour organiser et fluidifier les débats, mais également porter la parole en interne et en externe de la représentation du personnel au niveau national. À ça, je m'y attacherai !



Mathieu Vankeirsbilck
Secrétaire-adjoint du Comité Social et Économique Central d'EDF SA.

En tant que Secrétaire-adjoint du CSE Central, je suis profondément conscient de la responsabilité qui m'incombe dans cette nouvelle mandature, notamment en raison de la composition plurielle du bureau. L'objectif premier est d'assurer une transition fluide et efficace, en veillant à ce que les membres du CSE Central comprennent clairement leurs rôles et responsabilités, ainsi que les enjeux auxquels nous serons confrontés lors de cette mandature.

Avant tout, la délégation du CSEC œuvre quotidiennement, avec dévouement et détermination pour représenter au mieux les intérêts des travailleuses et des travailleurs, la défense du service public de l'énergie, et la protection des usagers des effets du marché en proposant de manière continue des visions alternatives.

Quel est le cap qui a été donné aux secrétaires et présidents des six Commissions ?

G.P. : Le périmètre des Commissions est dans la continuité de la précédente mandature pour les permanentes avec les obligatoires telles que la Politique Sociale, la Santé Sécurité et Conditions de Travail, ainsi que l'Économie Stratégie. Mais également pour les « facultatives » suivant les termes de l'accord avec les Moyens et la Production. Et nous introduisons une nouvelle notion avec les temporaires comme celle de la DIRES qui est liée à un dossier d'am-

pleur pour le CSE Central et le besoin de coordination avec les CSE sur le processus d'info-consulte des instances pour une réorganisation.

En ce qui concerne le cap, avec les Secrétaires et Présidents des Commissions, nous avons établi un plan de travail qui ira du sujet de la compétence et de la formation, de l'amélioration des conditions de travail et de la maîtrise des RPS, en passant par une analyse des conséquences de la réforme du marché sur l'Entreprise et le juste prix du Kwh, ainsi que sur les champs plus approfondis de l'équilibre consommation - production et de l'entretien adapté de nos outils de travail.

M.V. : Le cap donné aux Secrétaires et Présidents des six Commissions, est de répondre avant tout aux enjeux et sujets spécifiques auxquels chaque Commission est, et sera confrontée, tout en gardant pour boussole la défense des intérêts des agents, tout en s'alimentant des différents travaux émanant des CSE.

Concernant plus particulièrement la CSSCTC, le Secrétaire-adjoint est également Secrétaire de la Commission, conformément à l'accord CSEC. La Commission Santé reprendra la continuité des travaux menés lors de la précédente mandature avec des travaux d'envergures qui ont été achevés, comme l'expertise nationale RPS ou bien l'expertise nationale des SPST. La disparition des CHSCT a mis à mal la défense des conditions de travail, il est de la responsabilité des CSE, du Comité Central et de leurs Commissions de défendre la prévention des risques

professionnels, la détection précoce des maladies liées au travail et le suivi médical de travailleuses et travailleurs. Ils contribuent non seulement à la protection de la force de travail, mais également à la préservation de la dignité humaine au sein de l'environnement professionnel.

Quels sont les premiers dossiers qui seront débattus avec les membres de la Direction ?

G.P. : Les chantiers engagés par la Direction nouvellement mise en place sont nombreux, nous le savons, un projet d'entreprise est en cours de travail et sera présenté dans l'année 2024. Il comportera évidemment des ajustements industriels pour répondre à la nécessité d'une production de bon niveau mais également une ingénierie dimensionnée et organisée pour relever le défi immense du Nouveau Nucléaire. En complément, le champ des possibles est ouvert pour adapter l'Entreprise à la nouvelle organisation du marché post-Arenh qui attend encore sa déclinaison et qui n'a pas montré encore l'ensemble de ses possibles répercussions. Il faudra l'analyser, la comprendre pour en informer le personnel, et si nécessité, la combattre pour la faire évoluer.

Mais également un autre chantier est ouvert, peut-être le plus grand chantier, celui de la compétence. Là-dessus, cœur de l'activité de la représentation du personnel, le CSE Central prendra

toute sa part poussant sur la question de la formation, de la capacité à faire, et de la nécessité de capitaliser les compétences et donc les travailleurs des différents secteurs.

L'ensemble de ses chantiers seront travaillés dans le cadre des orientations stratégiques présentées fin 2024 et sur lesquelles les représentants du personnel en CSEC s'engagent à faire des propositions alternatives qui seront débattus avec le Conseil d'administration de l'Entreprise.

Il n'est pas impossible que des divergences fortes s'opposent entre le CSEC et la stratégie de l'Entreprise avec ses déclinaisons. Il faudra faire force de travail pour muscler nos contre-propositions et force de persuasion pour les porter. Nul doute que la nouvelle délégation du personnel saura relever le défi.

M.V. : En ce début de mandature, des sujets majeurs arrivent sur la table des représentants du personnel du Comité Central, en effet la transformation DIRES, Sowee ou encore les projets immobiliers sont à l'ordre du jour des prochaines séances, sans oublier la consultation annuelle sur la politique sociale. Concernant les différents projets immobiliers, ils modifient les environnements de travail en induisant de nouveaux espaces « collaboratifs » ou en repensant l'aménagement des bureaux, ce qui influence le bien être des salariés qu'ils soient agents EDF

ou prestataires.

De plus les déménagements ou les rénovations peuvent entraîner des perturbations dans les routines quotidiennes nécessitant une adaptation des habitudes de travail. C'est pour cela que nous sommes très attentifs à faire entendre les attentes et revendications des différents utilisateurs des espaces immobiliers sur ces sujets.

La consultation annuelle du CSEC sur la politique sociale est un rendez-vous important, en effet, celle-ci est cruciale car elle permet aux représentants des travailleuses et des travailleurs d'avoir une vision sur les prises de décision concernant les conditions de travail, égalité professionnelle, politique handicap etc. La consultation régulière donne l'occasion d'identifier les lacunes et les opportunités d'amélioration, permettant aux représentants du personnel de revendiquer un environnement de travail plus équitable, inclusif et respectueux des droits des travailleuses et des travailleurs. Il est à notre sens nécessaire que les besoins des employés EDF et prestataires soient pris en compte dans l'élaboration des politiques et pratiques de l'Entreprise.



LA MANDATURE 2023-2027

Le 19 décembre dernier, soit un mois après les résultats des élections de représentativités professionnelles à EDF SA, les membres titulaires et leurs suppléants étaient convoqués à une séance d'installation du CSEC Central au Campus de Saclay. À l'ordre du jour, les élections des Secrétaire et Secrétaire-adjoint et du Trésorier, la mise en place des trois Commissions obligatoires (Politique Sociale Centrale - Santé Sécurité et Conditions de Travail Centrale - Économie Stratégie) et le projet de calendrier 2024 des réunions du CSEC Central.



De gauche à droite : Régis CAPELLE (CFE Énergies) - Aymery SAINT-LOUP (CFE Énergies) - Franck MATTON (CFE Énergies) - Fabien GLADONE (CFE Énergies) - Leslie SIGISMOND (CFE Énergies) - Yannick GENIN (CFE Énergies) - Vincent DESMET (CFE Énergies) - Jean-Marc PALOC (CFE Énergies) - Gaëlle POINAS-CHAMOUSSET (CFE Énergies) - Emmanuel GOOSSENS (CFE Énergies) - Florence CABEZUDO (CFE Énergies) - Vincent HURBAIN (CFE Énergies) - Muriel HENACKER (FO Énergie et Mines) - Charles MONTORIO (CFE Énergies) - Célia ROSSOLINI (Membre du Secrétariat du CSEC) - Chrystel SIRLANDE (CFE Énergies) - Béatrice MANCEAU (Membre du Secrétariat du CSEC) - Stéphane DUPIC (FO Énergie et Mines) - Thierry DELEUZE (CFE Énergies) - Laurent GUILLON (FCE-CFDT) - Isabelle ORSINI (Membre du Secrétariat du CSEC) - Arnaud BARLET (CFE Énergies) - Nadège GHIZOLI (Présidente suppléante du CSEC CENTRAL) - Laurent ESTIENNE (FCE-CFDT) - Philippe GRANDJU (CFE Énergies) - Brice MANGIN (FCE-CFDT) - Aurélie FOURNIOUX-THONVILLE (Chef du Département Pilotage CSEC CGF CEE) - Simon CAMBIER (FCE-CFDT) - Laurence MARION (FCE-CFDT) - Adrien ABRAHAM (Appui au pilotage CSEC CGF CEE) - Stéphane BRETON (FCE-CFDT) - Samuel BRODIER (CFE Énergies) - Xavier LEMESLE (CFE Énergies) - Caroline CHANAVAS (Présidente du CSEC CENTRAL) - Anthony PAYET (FNME-CGT) - Cyril CARNOT (FNME-CGT) - Thomas PLANCOT (FNME-CGT) - Gwénaél PLAGNE (FNME-CGT) - Mathieu VANKEIRSBILCK (FNME-CGT) - Najoua BENYAKHLEF (FNME-CGT) - Murielle BIENSEANT (FNME-CGT) - Sébastien ROUMET (FNME-CGT) - Emmanuelle SIX (CFE Énergies) - Laura BOUTEILLER (FNME-CGT) - Sylvain CHEVALIER (FNME-CGT) - Vincent ROSSIGNOL (FNME-CGT) - Sébastien BELLOMO (FNME-CGT) - Kelly QUÉRIN (Membre du Secrétariat du CSEC) - Olivia DEMORTIÈRE (FNME-CGT) - Laurent MERVILLE (FNME-CGT) - Elvida ARNAUD (FNME-CGT) - Maxence FRANCOIS (FNME-CGT) - Sandra HA VAN (FNME-CGT) - Nadia HOUACHE (FNME-CGT) - Vanessa BOUDAA (FNME-CGT) - Samira NAFFATI (Membre du Secrétariat du CSEC) - Richel SAM CAW FREVE (FO Énergie et Mines).

LE BUREAU DU CSEC



**Gwénaél
PLAGNE**
Le Secrétaire
FNME-CGT



**Mathieu
VANKEIRSBILCK**
Le Secrétaire-adjoint
FNME-CGT



**Arnaud
BARLET**
Le Trésorier
CFE ÉNERGIES

LES ÉLUS PAR COLLÈGE ET LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX

TITULAIRES

FNME-CGT

Collège exécution

ROSSIGNOL Vincent - CNPE Bugey
BOUTEILLER Laura - ULM
BENYAKHLEF Najoua - Commerce

Collège maîtrise

PLAGNE Gwénaél - UP Cordemais
VANKEIRSBILCK Mathieu - ULM
ARNAUD Elvida - UFPI
KING Cléaon - DSEI Guyane
HOUACHE Nadia - Commerce
BELLOMO Sébastien - UP Cordemais
BIENSÉANT Murielle - CNPE Blayais

Collège cadre

DEMORTIÈRE Olivia - DTEO

CFE ÉNERGIES

Collège maîtrise

MATTON Franck - UTO
SIGISMOND Leslie - CNPE Blayais

Collège cadre

SIRLANDE Chrystel - DIPNN
CAPELLE Régis - DP2D
CABÉZUDO Florence - Commerce
GOOSSENS Emmanuel - Hydro Med
GRANDJU Philippe - Corse
GENIN Yannick - CNPE Gravelines
BARLET Arnaud - CNPE Cruas
MONTORIO Charles-Antoine - Siège

FCE-CFDT

Collège maîtrise

MANGIN Brice - Hydro Med

Collège cadre

GUILLON Laurent - Siège
PROUST Christine - DTEO

FO ÉNERGIE ET MINES

Collège maîtrise

HENACKER Muriel - Commerce

SUPLÉANTS

FNME-CGT

Collège exécution

ZEY Vincent - Hydro Est
ROUMET Sébastien - CNPE Civaux
LE BONHOMME Anthony - ULM

Collège maîtrise

FRANÇOIS Maxence - CNPE Flamanville
BOUDAA Vanessa - DTEO
PAYET Anthony - DSEI La Réunion
CARNOT Cyril - UP Alpes
CHEVALIER Sylvain - CNPE Paluel
KOCH Sébastien - UPTI
MERVILLE Laurent - CNPE Chooz

Collège cadre

HA VAN Sandra - Siège

CFE ÉNERGIES

Collège maîtrise

FRANKOWSKI Laurent - Hydro Centre
GLADONE Fabien - Guadeloupe

Collège cadre

SIX Emmanuelle - Siège
SAINT LOUP Aymery - DIPNN
BRODIER Samuel - Commerce
HURBAIN Vincent - Hydro Centre
LEMESLE Xavier - R&D
DESMET Vincent - DTEO
POINAS-CHAMOUSSET Gaëlle - St Alban
PALOC Jean-Marc - UNITEP

FCE-CFDT

Collège maîtrise

MARION Laurence - UNITEP

Collège cadre

BRETON Stéphane - UNIE EM DPN
ESTIENNE Laurent - Flamanville

FO ÉNERGIE ET MINES

Collège maîtrise

SAM CAW FRÈVE Richel - La Réunion

LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX*



Thomas PLANCOT
FNME-CGT
CNPE SAINT-LAURENT



Thierry DELEUZE
CFE ÉNERGIES
UNIE EM DPN



Simon CAMBIER
FCE - CFDT
DIPNN



Stéphane DUPIC
FO Énergie et Mines
CNPE GRAVELINES

*Retrouvez les expressions des représentants syndicaux page 11.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS



CSEC EDF SA
4 rue Floréal 75017 PARIS



01.47.65.26.96



csec-edf-sa@edf.fr



www.csecedfsa.fr



csecedfsa.fr

COMMISSIONS OBLIGATOIRES

► COMMISSION POLITIQUE SOCIALE CENTRALE



Elvida ARNAUD
Secrétaire de la Commission

GHIZOLI Nadège	Présidente	Direction
ARNAUD Elvida	Secrétaire	FNME-CGT
ZEY Vincent	Membre	FNME-CGT
MERVAILLE Laurent	Membre	FNME-CGT
SIGISMOND Leslie	Membre	CFE Énergies
PALOC Jean-Marc	Membre	CFE Énergies
CAPELLE Régis	Membre	CFE Énergies
PROUST Christine	Membre	FCE-CFDT
NICOLAS-MICHON Catherine	Membre	FO Énergie et Mines

► COMMISSION SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL CENTRALE



Mathieu VANKEIRSILCK
Secrétaire de la Commission

PRUD'HOMME Béatrice	Présidente	Direction
VANKEIRSILCK Mathieu	Secrétaire	FNME-CGT
BELLOMO Sébastien	Membre	FNME-CGT
BIENSÉANT Murielle	Membre	FNME-CGT
GENIN Yannick	Membre	CFE Énergies
MATTON Franck	Membre	CFE Énergies
FRANKOWSKI Laurent	Membre	CFE Énergies
MARION Laurence	Membre	FCE-CFDT
GUILLON Laurent	Membre	FCE-CFDT
HENACKER Muriel	Membre	FO Énergie et Mines

► COMMISSION ÉCONOMIE STRATÉGIE



Xavier LEMESLE
Secrétaire de la Commission

PIVET Nathalie	Présidente	Direction
BAUBY Catherine	Présidente	Direction
BRODIER Samuel	Membre	CFE Énergies
GRANDJU Philippe	Membre	CFE Énergies
LEMESLE Xavier	Secrétaire	CFE Énergies
HA VAN Sandra	Membre	FNME-CGT
DEMORTIÈRE Olivia	Membre	FNME-CGT
PAYET Anthony Charles	Membre	FNME-CGT
GUILLON Laurent	Membre	FCE-CFDT
SAM CAW FREVE Richel	Membre	FO Énergie et Mines

COMMISSIONS FACULTATIVES

► COMMISSION DES MOYENS



Arnaud BARLET
Président de la Commission

BARLET Arnaud	Président	CFE Énergies
DESMET Vincent	Membre	CFE Énergies
PLAGNE Gwenael	Membre	FNME-CGT
VANKEIRSILCK Mathieu	Membre	FNME-CGT
DEMORTIÈRE Olivia	Membre	FNME-CGT
BRETON Stéphane	Membre	FCE-CFDT
DUPIC Stéphane	Membre	FO Énergie et Mines

► COMMISSION PRODUCTION



Sylvain CHEVALIER
Président de la Commission

CHEVALIER Sylvain	Président	FNME CGT
KOCH Sébastien	Membre	FNME CGT
CARNOT Cyril	Membre	FNME CGT
GOOSSENS Emmanuel	Membre	CFE Énergies
GENIN Yannick	Membre	CFE Énergies
HURBAIN Vincent	Membre	CFE Énergies
ESTIENNE Laurent	Membre	FCE CFDT
MANGIN Brice	Membre	FCE CFDT
DUPIC Stéphane	Membre	FO Énergie et Mines

COMMISSION TEMPORAIRE

► COMMISSION TEMPORAIRE DIRES*



Aymery SAINT-LOUP
Président de la Commission

SAINTE LOUP Aymery	Président	CFE Énergies
MONTORIO Charles Antoine	Membre	CFE Énergies
DEMORTIÈRE Olivia	Membre	FNME-CGT
HA VAN Sandra	Membre	FNME-CGT
ESTIENNE Laurent	Membre	FCE-CFDT
DUPIC Stéphane	Membre	FO Énergie et Mines

* Fin de la Commission le 20 mars 2024

« COORDONNER LES EXPERTISES DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉORGANISATION DU NOUVEAU NUCLÉAIRE »

Une nouvelle organisation des activités nucléaires (Nouveau Nucléaire) a été annoncée le 28 juin 2023 par le PDG du Groupe EDF, Monsieur Luc Rémont. Elle comprendra cinq nouvelles directions qui seront mises en place et structurées autour des métiers du Groupe. Deux directions « Production », une en charge de l'exploitation et l'autre de la maîtrise d'œuvre ; une troisième direction consacrée à la maîtrise d'ouvrage en charge de la préparation des programmes de construction, des autorisations et du financement des projets du Nouveau Nucléaire. La quatrième sera pour l'ingénierie et enfin la cinquième pour l'industrie, qui regroupera Framatome et les turbines Arabelle.

Du côté du CSE Central, et dans le cadre de cette nouvelle organisation, une Commission temporaire, la DIRES, (Direction Innovation, Responsabilité d'Entreprise, Stratégie) a été créée le 17 janvier 2024 lors de la séance de la mandature. Elle aura pour but de coordonner les expertises dans le cadre de ce projet de réorganisation du Nouveau Nucléaire et prendra fin le 20 mars 2024. Nous avons voulu en savoir un peu plus sur cette Commission en interrogeant son Président, Monsieur Aymery Saint-Loup.

► INTERVIEW



Aymery Saint-Loup
Président de la
Commission DIRES.

Le 17 janvier dernier, lors du premier CSE Central de la nouvelle mandature, une nouvelle Commission a été créée : la DIRES. Quel est son rôle ?

La Commission DIRES a pour but de coordonner les expertises dans le cadre du projet de réorganisation du Nouveau Nucléaire.

De nombreuses entités différentes du groupe sont impactées par ce projet et six CSE ont voté pour avoir l'appui de cabinets d'experts afin d'avoir leur éclairage sur ce projet.

Ces entités et ces cabinets n'ayant pas de coordination spécifique entre eux, la Commission est là pour jouer le rôle de « courroie de transmission » entre les élus des CSE, les experts, les élus et responsables syndicaux du CSEC et porter des doléances à la Direction si le besoin s'en fait sentir.

Quels en sont les enjeux ?

L'impact sur la sûreté, sur les difficultés que connaissent les salariés au quotidien, sur leur charge de travail, tout doit

être analysé par les cabinets et les élus afin de voter et de motiver ce vote, en proposant par exemple des évolutions du projet pour le bien d'EDF et bien sûr de ses salariés.

C'est pour cela que les expertises mandatées avec les cabinets doivent permettre aux élus d'avoir le meilleur rapport avec le maximum d'informations utiles et précises. Ils ont réalisé plus de 500 entretiens à tous les niveaux, dans toutes les entités, jusqu'au plus haut niveau avec une interview de Luc Rémont le 28 février. C'est avec toutes ces informations que les élus vont pouvoir se prononcer sur ce projet fondamental pour tous les salariés du Nucléaire.

Que comptez-vous faire pour que cette nouvelle Commission dont vous avez la Direction mène à bien ses missions ?

Nous en sommes à mi-parcours mais c'est collectivement que nous menons ce projet, en intersyndicale, toutes les organisations ayant le même but : que l'expertise soit la plus complète et utile possible.

Pour cela, nous réalisons des points réguliers avec les différents CSE et les experts, sans ingérence, mais toujours

dans le souci de fluidifier.

Ce rôle de courroie de transmission permet aussi de partager les expériences entre tous les CSE et de faire au mieux.

Nous avons aussi transmis à de nombreuses reprises des alertes à la Direction sur des situations très problématiques. Ce dossier n'a pas été facilité par quelques directions, alors qu'au contraire la DIPNN a été très proactive par exemple.

La prochaine étape est la remise des dossiers, qui aura lieu vers le 4 mars pour l'ensemble des CSE. Les élus et responsables syndicaux auront un énorme travail d'acquisition de toutes ces données, synthétisées par les cabinets d'experts.

Et le travail sera encore plus dense pour les élus du CSEC, qui vont pouvoir utiliser l'avis de chaque dossier d'expertise de chaque CSE, le vote et les arguments des délégations, ainsi que le dossier spécifique de l'expert CSEC, pour se prononcer le 20 mars devant le Comex nucléaire d'EDF, devant l'ensemble des préfigurateurs, la DRH et Luc Rémont.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 12 FÉVRIER 2024

Nouvelle augmentation des prix de l'électricité : le CSEC d'EDF SA propose des alternatives justes et responsables.

La récente annonce d'une nouvelle augmentation du prix de l'électricité au 1^{er} février 2024, avec un tarif moyen passant à environ 0,25€/kWh TTC hors abonnement, suscite une vive inquiétude au sein du Comité Social et Économique Central (CSEC) d'EDF. Cette hausse s'inscrit dans une tendance de longue date, avec des augmentations cumulatives qui pèsent lourdement sur les budgets des ménages et des entreprises.

Le juste prix selon le CSEC : une vision équilibrée et responsable.

Le CSEC d'EDF propose une vision alternative : un "juste prix" de l'électricité à 0,1748 €/kWh TTC, abonnement inclus. Ce tarif, calculé sur la base des coûts de production et des investissements d'EDF, inclurait une TICFE modérée (7 cts) et une TVA réduite (5,5 %). Cette proposition représente une baisse significative par rapport aux tarifs actuels, et elle vise à alléger la charge financière des consommateurs tout en préservant les principes de péréquation tarifaire et de solidarité nationale.

Le CSEC d'EDF soutient l'idée d'un retour à une gestion publique de l'énergie et met à disposition ses travaux proposant une autre construction du TRVE. Cette approche pourrait permettre de faire baisser la facture des usagers et de revenir à des tarifs plus abordables,



comme celui de janvier 2022, traduisant une baisse de près de 30 % par rapport au tarif actuel. Ce changement de cap serait une réponse concrète aux défis énergétiques actuels et à la nécessité d'une transition équitable.

Le défi pour le gouvernement : expliquer la différence de tarification.

Dans ce contexte, le gouvernement Attal doit expliquer l'écart entre le tarif actuel et celui proposé par le CSEC d'EDF. Cette différence soulève des questions sur la politique énergétique menée dans notre pays et les conséquences d'un marché européen qui ne marche pas, selon Bruno Lemaire.

La crise énergétique de 2022 a révélé l'incapacité du marché à répondre aux enjeux de la décarbonation et de la sécurité d'approvisionnement, des prix abordables. Le CSEC d'EDF appelle à une remise en cause profonde de la politique énergétique actuelle. Il est impératif de mettre fin à la contestabilité du tarif réglementé et de sortir l'énergie des règles de la concurrence.

Le CSEC d'EDF est prêt à collaborer avec toutes les parties prenantes pour développer une stratégie énergétique juste et durable pour tous.

LES SALARIÉS DE CORDEMAIS EXIGENT D'ÊTRE ÉCOUTÉS PAR LA DRH

Le 22 février dernier, les salariés de la centrale de Cordemais se sont invités dans la salle du Dialogue Sociale lors du CSE Central. Profitant de la présence de la DRH du Groupe EDF, Madame Chanavas, les agents ont porté par la voix de leur secrétaire du CSE et Délégué syndical FNME-CGT leur volonté de voir aboutir leur projet industriel de conversion des installations. En effet, le projet Écocombust porté par les salariés du site, qui vise à remplacer le charbon par des pellets produits sur place à partir de déchets de bois pour produire de l'électricité, a été validé le 24 septembre 2023 par le président de la République lui-même, et pourtant, il semblerait encore faire débat en interne à EDF.

Inaugurée en 1970, la centrale de Cordemais est menacée de fermeture depuis quelques années. Candidat aux élections présidentielles, Emmanuel Macron avait alors promis la fermeture de toutes les centrales à charbon d'ici 2022 pour lutter contre le réchauffement climatique. Depuis 2015, soit 8 ans, les travailleurs du site portent une alternative via la reconversion du site, et la crise énergétique a poussé le destin car pour éviter un éventuel black-out hivernal, il a fallu prolonger le fonctionnement de la centrale de Cordemais. Rappelons que pendant cette période,



une partie du parc nucléaire avait été mise à l'arrêt, touchée par des problèmes de corrosion. Ce qui a mis en évidence une fragilité de l'approvisionnement électrique de la France décrite depuis plusieurs années dans les travaux du CSEC. L'investissement de la reconversion de la centrale de Cordemais est évalué à 200 millions d'euros environ et devrait bénéficier de 70 à 80 millions d'euros d'aides publiques dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir avec un consortium EDF/PAPREC. Elle devrait permettre la création d'emplois en plus des salariés du site, et sa mise en service est programmée pour 2027.

Tribune libre pour les quatre organisations syndicales représentatives du personnel d'EDF : la FNME-CGT, la CFE Énergies, la FCE-CFDT et FO Énergie et Mines, par la voix de leurs représentants syndicaux respectifs, membres du CSEC.



4 ans pour la défense du service public de l'électricité, des salariés et des agents !

Pour la mandature 2023-2027, la nouvelle délégation FNME-CGT au CSEC d'EDF est composée de 23 militants, lui conférant 11 sièges titulaires sur les 25 de l'organisme.

La FNME-CGT dans le cadre d'un bureau pluriel a été renouvelée aux mandats de Secrétaire et Secrétaire-adjoint de l'Instance. Les enjeux et les responsabilités sont toutes particulières en ce moment où l'Entreprise fait face à de nouveaux défis industriels. La FNME-CGT portera, comme toujours et avant tout, l'intérêt du personnel dans un contexte où le marché de l'électricité essaie de rebondir après son échec ayant amené à des hausses incontrôlées des tarifs pour les usagers.

Pour une énergie publique, pour une amélioration des conditions de travail, pour une juste répartition des richesses, voilà la feuille de route de la FNME-CGT dans la mandature du CSEC d'EDF, comme dans l'ensemble de sa représentation du personnel.



Thomas Plancot



Départ canon au CSE Central !

Suite aux élections, nos 20 élus CFE Énergies titulaires et suppléants sont 4 de plus que lors de la précédente mandature. Celle-ci débute avec le dossier de la réorganisation des activités nucléaires et va continuer avec des sujets tout aussi fondamentaux : l'évolution de la filière numérique, et plus tard, la fin de l'Arenh,

la nouvelle politique commerciale d'EDF, et bien d'autres dossiers tout aussi décisifs pour le futur. Nos élus n'auront de cesse d'étudier en profondeur les projets de la Direction, de les analyser tant sur leurs finalités que sur leurs modalités, de les soutenir ou de les combattre, à l'image de leurs prédécesseurs qui avaient, lucidement, exprimés leurs doutes sur HPC. L'actualité leur donne aujourd'hui raison.

La vertu principale du dialogue social est de questionner et challenger des décisions qui engagent profondément l'avenir, voire, parfois même, la pérennité de l'Entreprise. C'est en le cultivant, et en le respectant que, tous ensemble, nous le ferons vivre et qu'il accroîtra notre performance !



Thierry Deleuze



Via ses élus, chaque salarié peut s'exprimer pour peser sur l'avenir d'EDF et sur son propre avenir !

Le contexte énergétique et ses urgences mais également les évolutions technologiques vont probablement bouleverser nos métiers dans les années à venir. Plus que jamais, évitons de subir des décisions descendantes

de dirigeants parfois hors sol et adeptes de mauvaises recettes, soi-disant éprouvées ailleurs. Le retour d'expérience sur des années de délaissement du service public et de l'intérêt général, de choix financiers court-termistes, de sous-traitance excessive, de filialisation hors statut IEG doit être tiré.

Par les CSE, la loi donne les moyens aux salariés d'infléchir les décisions de l'employeur. À travers ses élus, chaque salarié peut remonter les réalités terrain dans tous les domaines : rémunération, attentes, évolution d'organisation, conditions de travail, ... La responsabilité de l'employeur s'en trouve engagée.

L'équipe FCE-CFDT du CSEC aura à cœur de porter tous les sujets qui lui seront confiés par chaque salarié.



Simon Cambier



Nouvelle mandature, nouvelle équipe et nouvelles réorganisations...

À la suite des dernières élections de représentativité, les CSE et les Commissions se mettent en place dans les unités, il en va de même pour le CSE Central à la maille du

Groupe.

Fraichement nommé Responsable Syndical FO Énergies et Mines en CSEC, avec mon équipe nous aurons à cœur de représenter tous les salariés dans cette instance très importante. Nous ne manquerons pas de mettre en avant la réalité du terrain et la vie au quotidien de l'ensemble des salariés.

Cette mandature commence avec un sujet brûlant : le projet d'évolution de la DIRES et des activités nucléaires. Un projet de transformation de la filière Informatique & Télécom est également annoncé.

FO Énergies et Mines sera vigilante à ce que ces réorganisations « éparpillées façon puzzle », ne s'accompagnent pas d'un recul social. Réorganiser pourquoi pas, si c'est pour améliorer l'efficacité de nos organisations mais pas au détriment de la motivation et du bien-être des salariés.



Stéphane Dupic

Toute l'actualité du CSE Central sur

CSECEDFSA.FR

INSCRIVEZ-VOUS !

MAGAZINES ÉCLAIRAGES

ÉTUDES/EXPERTISES

PV DE SÉANCES DE CSEC

RAPPORTS D'ACTIVITÉS

RAPPORTS DE GESTION

**Site dédié
aux salariés
d'EDF SA**

